

DÉLIBÉRATION N° DEL-049-2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 19 JUIN 2025 A 18H30

dans la salle culturelle et de séminaire de la Halle au Blé à Altkirch

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 13 juin 2025

Étaient présents : (60)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Rita HELL, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA-SIEVERT, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Jean-Claude SCHIELIN, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENDELIN, Gilbert SORROLDONI, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames et Messieurs Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER, Michel PFLIEGER, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (10)

Madame Doris BRUGGER a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,
Monsieur Michel DESSERICH a donné procuration à Madame Fabienne BAMOND,
Madame Ginette HELL a donné procuration à Monsieur Christian LERDUNG,
Madame Eliane OSINSKI a donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHIELIN,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Gérard RENGGLI a donné procuration à Monsieur Eric GUTZWILLER,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Rémi SPILLMANN a donné procuration à Madame Agnès HARNIST,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Monsieur Fernand WIEDER a donné procuration à Madame Fabienne REY.

Étaient excusés sans représentation : (8)

Madame Danielle BUHLER et Messieurs Bernard BUBENDORF, François COHENDET, Jean-Marie FREUDENBERGER, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Christian GRIENENBERGER, Jean-Luc HEUDECKER.

Étaient non excusés : (11)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Annick GROELLY, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Véronique LIDIN, Philippe RUF, Isabelle STEFFAN, Philippe WAHL.

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE SIGNALEMENT CONTRE LES ACTES DE VIOLENCE AVEC LE CENTRE DE GESTION DU HAUT-RHIN
Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 60 – Procurations : 10 – Absents : 19 – Exclus : 0

Le Président rappelle que l'article L.135-6 du Code Général de la Fonction Publique prévoit que les administrations doivent instituer un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu du dispositif mis en place dans l'ensemble des administrations. Il prévoit notamment la mise en place de procédures visant à recueillir les signalements desdits actes par les victimes ou les témoins, l'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien et les procédures d'orientation des mêmes agents vers les autorités compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés. Il précise enfin les exigences d'accessibilité du dispositif de signalement et de respect de la confidentialité ainsi que les modalités de mutualisation du dispositif entre administrations.

L'article L.134-6 du Code général de la fonction publique précise également que lorsque la collectivité est informée, par quelque moyen que ce soit, de l'existence d'un risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique du fonctionnaire, elle prend, sans délai et à titre conservatoire, les mesures d'urgence de nature à faire cesser ce risque et à prévenir la réalisation ou l'aggravation des dommages directement causés par ces faits. Ces mesures sont mises en œuvre pendant la durée strictement nécessaire à la cessation du risque.

L'article L.452-43 du Code général de la fonction publique prévoit que les centres de gestion instituent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu.

La convention actuelle avec le Centre de Gestion étant arrivée à échéance, il est opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de lui confier à nouveau la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la Communauté de Communes.

Lors de sa réunion du 12 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU l'article L.135-6 du Code Général de la Fonction Publique prévoit que les administrations doivent instituer un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout acte d'intimidation ;

VU le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

VU la délibération du 22 septembre 2020 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Haut-Rhin ;

VU le projet de convention transmis par le Centre de Gestion du Haut-Rhin ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE que la mise en œuvre du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est confiée au Centre de Gestion du Haut-Rhin dans les conditions définies par délibération de son Conseil d'Administration.

APPROUVE les termes de la convention à conclure en ce sens.

AUTORISE son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

Pour extrait conforme
Altkirch, le 24 juin 2025
Le Président

